

CONTRIBUTION DU CLUB STOCKAGE D'ÉNERGIES À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE N°2020-001 DU 30 JANVIER 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'EXPÉRIMENTATION PRÉVU PAR LA LOI RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT

AVIS GÉNÉRAL DU CLUB

Le club stockage de l'ATEE accueille favorablement cette consultation et apprécie l'opportunité de s'exprimer sur les modalités de mise en œuvre envisagées par la CRE. Le club retient que le stockage d'électricité peut participer au titre des technologies et surtout des services réputés innovants. Le présent document reprend les réponses partagées par les membres du club, au sein de son GT Réglementation, en synthèse :

- Le club souhaite insister sur le fait que tous les acteurs du marché puissent accéder au titre du retour d'expérience à l'analyse des différents projets et juge utile de les associer à cette démarche le plus tôt possible ;
- Le club entend que les dispositifs d'expérimentations ne doivent pas perturber le marché, et demande à ce titre utile que la CRE puisse préciser de façon exhaustive les critères sur lesquels la sélection des projets s'effectuera ;
- Le club propose que les procédures de prolongation des expérimentations soient explicitées, et demande également quelle durée moyenne d'expérimentation est envisagée.

RÉPONSES DÉTAILLÉES AUX QUESTIONS DE LA CONSULTATION

QUESTION 1 : AVEZ-VOUS DES OBSERVATIONS SUR LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ENVISAGÉS PAR LA CRE ?

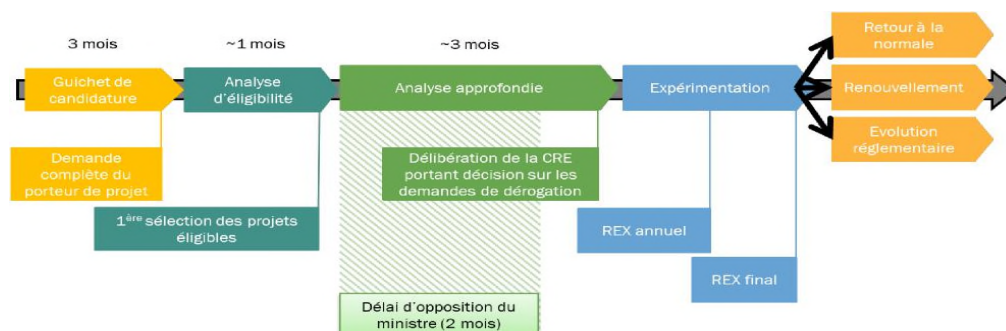
Le club n'a pas de commentaire particulier, à ce stade quant aux critères d'éligibilité envisagés par la CRE. Toutefois, compte tenu du niveau actuel de précision de la consultation, le club considère utile :

1. Une explicitation plus détaillée des critères proposés et de leur impacts sur la sélection des projets ;
2. Particulièrement, des précisions quant au caractère de potentiel « exclusion » relatif à des demandes d'exonérations.

*« Par ailleurs, la CRE souligne que le dispositif d'expérimentation réglementaire n'a pas vocation à se substituer à d'éventuels dispositifs de subvention/aides d'État qui ne relèvent d'ailleurs pas de ses compétences. **En ce sens, une demande au titre du dispositif d'expérimentation réglementaire qui se limiterait à une demande d'exonération des tarifs de réseaux ne saurait être considérée comme éligible.** »*

QUESTION 2 : AVEZ-VOUS DES OBSERVATIONS SUR LA PROCÉDURE ENVISAGÉE PAR LA CRE ?

La démarche proposée semble à date convenir d'une structuration assez claire.



Pour autant le club, pendant la phase d'analyse approfondie insiste sur le fait de voir respecter une certaine « traçabilité ». Il est en effet vital pour les acteurs de la filière à disposer, pendant ou a minima après la fin les expérimentations, de données exhaustives et opposables permettant de bâtir les retours d'expérience. Idéalement, la phase d'analyse approfondie devra garantir et sécuriser ces collectes d'informations et pourrait faire l'objet d'un premier partage avant les retour d'expérience pour permettre une exploitation efficace de cette dernière phase.

QUESTION 3 : AVEZ-VOUS DES OBSERVATIONS SUR LE CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE ENVISAGÉ PAR LA CRE ?

Le club retient que la plupart des éléments proposés couvrent bien la description utile des projets. Des précisions complémentaires seraient toutefois utiles sur le calendrier de mise en œuvre qui n'inclut pas forcément l'expérimentation mais seulement sa mise en place (à clarifier).

Une durée minimale d'expérimentation (et donc de dérogation) pourrait être proposée et argumentée par le porteur de projet, dans des limites de durées définies lors de l'ouverture du guichet. Le point 2.4 répond seulement partiellement à cette interrogation.

QUESTION 4 : AVEZ-VOUS DES OBSERVATIONS SUR LE SUIVI DES EXPÉRIMENTATIONS ENVISAGÉ PAR LA CRE ?

Le club n'a pas d'autre remarque à ce stade.

QUESTION 5 : VOYEZ-VOUS D'AUTRES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE QU'IL SERAIT NÉCESSAIRE DE PRÉCISER ?

Le club n'a pas d'autre remarque à ce stade, mais considère que si des modalités complémentaires devaient être mise en place, celles-ci devraient communiquées au plus tôt à l'ensemble des acteurs, avant la mise en place du premier guichet.